

MAISON DU DROIT ET DU CITOYEN, QUÉLIMANE - MOZAMBIQUE

La Maison du Droit et du Citoyen de Quélimate au Mozambique est un projet ambitieux qui revient de loin, raconte Maria Salva Revez, future coordinatrice de la structure.

L'idée émerge aux lendemains de la campagne électorale mozambicaine de 2013 sous l'impulsion de [l'Ambassade France au Mozambique](#) et de la Mairie de Quélimate ; Cette dernière élection particulièrement troublée dans laquelle un jeune musicien partisan du MDM (nouveau parti démocratique du Mozambique), Max Love, trouva la mort.

Aujourd'hui, en plus de l'ambassade, le projet a été rendu possible à la suite d'une intense collaboration entre les acteurs locaux et deux associations de référence dans le combat pour la défense des droits : **la Ligue Mozambicaine des Droits Humains (LMDH)**, l'association locale de promotion du droit, et le **RENADEM** : Réseau National d'Accès au Droit et à la Médiation, un réseau français dont [Droits d'urgence](#) est membre.

En avril dernier, la présidente du RENADEM Virginie Tostivint et la directrice de l'ASMAJ Marseille et membre du réseau, Jocelyne Roussel, se rendaient au Mozambique afin de passer une convention et accompagner, ainsi, la mise en œuvre du projet sur une durée de 3 ans.

LE DROIT : PORTÉ DISPARU

Ces derniers temps, le Mozambique refait surface dans les médias (toute proportion gardée) à travers un conflit non déclaré qui prend néanmoins l'allure d'une guérilla, illustrant un contexte global des plus tendus.

Depuis 2013 en effet, le pays souffre d'instabilités chroniques nourries par une sévère opposition armée entre le gouvernement de Filipe Nyusi, membre du Front de libération du Mozambique (Frelimo) et le parti de Résistance nationale mozambicaine (Renamo). Premier porté disparu ? Le droit.

Alors qu'en décembre dernier, la République adoptait un nouveau code pénal dépénalisant par exemple l'avortement et l'homosexualité, l'état effectif du droit mozambicain demeure, depuis, toujours complexe et très inégal suivant les régions. La nouvelle loi eut beau être saluée par les organisations internationales, Sophie Jacquel, Attachée de Coopération à l'ambassade de France au Mozambique déplore : « Le pays a les instruments qui pourraient garantir l'égalité, mais la résistance est ailleurs. La loi n'est tout simplement pas appliquée ».

Contact :

Alice Babin | Chargée de Communication

communication@droitsdurgence.com

1 Passage du Buisson Saint-Louis

75010 Paris | 01.40.03.60.82

droitsdurgence.org

LE DROIT D'ÊTRE
QUELQU'UN.

Dans cet immense territoire (801 590 km²) à 68% rural, « la justice nationale cohabite en fait avec les tribunaux traditionnels et communautaires locaux ». L'équilibre à trouver est donc difficile et ces disparités rendent l'accès au droit commun très incertain - la justice étant par ailleurs payante, chère, et dépourvue de toute aide juridictionnelle.

Face à l'asphyxie violente de la vie politique, la société civile tente de répondre, manifestant son engagement et son désir de faire bouger les lignes.

. « L'attention des citoyens portée au droit est une problématique très récente au Mozambique, mais je remarque aujourd'hui que de nombreux acteurs tentent de faire évoluer l'accès au droit et ce notamment dans le secteur de l'éducation. Certains professeurs accordent par exemple de plus en plus d'importance aux questions liées à la citoyenneté ou à la défense des droits » explique Maria Salva Revez, ancienne déléguée provinciale de la Ligue des droits Humains.

UN REFUGE

La Maison du droit et des citoyens prévoit d'accueillir des débats, des réunions et des projections de films, mais pour la coordinatrice de la Maison l'accent veut avant tout être mis sur l'accès au droit et l'instauration d'une culture du droit. Un droit non seulement juridique mais surtout social, fondamental.

D'après elle, les principales questions attendues concerneront les droits juridiquement protégés par la Constitution mozambicaine : le droit à la vie, l'accès à l'alimentation, l'accès à un habitat, à la santé, à l'éducation... « Mais un intérêt tout particulier sera porté aux problèmes de violences domestiques faites à l'encontre des femmes et des enfants » explique Maria Salva Revez.

Au Mozambique, 1 femme sur 3 ¹ affirme avoir déjà été victime de violence physique de la part de son partenaire, et le viol conjugal n'est, par exemple, toujours pas pénalisé. Le droit des femmes et des enfants fut d'ailleurs l'un des thèmes majeurs abordés en avril lors de la rencontre du RENADEM avec les acteurs locaux.

Depuis le début de sa mise en place, le défi majeur de la structure est de faire en sorte « que la société s'empare et s'approprie le projet ; d'où, d'ailleurs, la mention du citoyen dans le nom même de la Maison » insiste Sophie Jacquel de l'Ambassade. Il ne fallait pas, en d'autres termes, laisser aux partis l'occasion de politiser le lieu et d'en faire un éventuel outil de clivage,

¹ Entre 15 et 49 ans, Statistiques Mars 2015

Contact :

Alice Babin | Chargée de Communication
communication@droitsdurgence.com

1 Passage du Buisson Saint-Louis

75010 Paris | 01.40.03.60.82

droitsdurgence.org

LE DROIT D'ÊTRE
QUELQU'UN.

ni en faire une structure purement associative. La Maison se veut être citoyenne avant tout.

En effet, la future Maison du Droit et du Citoyen pourrait, uniquement et seulement si elle parvenait à être indépendante, devenir une sorte de refuge pour les habitants. Un espace neutre dans lequel ils pourraient accéder à une information ou un conseil juridique sur leurs droits les plus fondamentaux. Et le pari n'était pas gagné d'avance... Au début des discussions, la mairie de Quélimate prévoyait de fournir un espace voisin à la municipalité.

Finalement et après plusieurs mois d'acharnement, la Maison du Droit et du Citoyen bénéficiera d'un bâtiment certes municipal mais néanmoins localisé loin de la municipalité, à côté du marché central et donc au plus près de la population locale.

Le nouvel établissement devrait être inauguré en juillet prochain.

Ligue Mozambicaine des Droits Humains



Contact :

Alice Babin | Chargée de Communication

communication@droitsdurgence.com

1 Passage du Buisson Saint-Louis

75010 Paris | 01.40.03.60.82

droitsdurgence.org

LE DROIT D'ÊTRE
QUELQU'UN.